

Chronologie de la relance européenne et des traités de Rome

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/chronologie_de_la_relance_europeenne_et_des_traites_de_rome-fr-4fb59ef7-9500-4448-9dd7-7fb10eea5af2.html

Date de dernière mise à jour: 24/06/2020



Chronologie de la relance européenne et des traités de Rome

1954

30 août

L'Assemblée nationale française rejette le traité instituant la Communauté européenne de défense (CED)

23 octobre

Signature des Accords de Paris qui créent l'Union de l'Europe occidentale (UEO)

1^{er} novembre

Début de l'insurrection algérienne

10 novembre

Jean Monnet démissionne de la présidence de la Haute Autorité de la CECA

21 décembre

Signature de l'accord d'association CECA-Royaume-Uni

1955

23 février

Edgar Faure devient chef du gouvernement français

4 avril

Initiative de Paul-Henri Spaak pour la relance européenne

4 avril

Mémoire de Johan Willem Beyen sur l'établissement d'un marché commun en Europe

mi-avril

Jean Monnet envoie à Paul-Henri Spaak son plan de relance européenne

14 mai

L'Assemblée commune de la CECA adopte une résolution dans laquelle elle demande aux ministres des Affaires étrangères des Six de charger une ou plusieurs conférences intergouvernementales de l'élaboration de projets de traité nécessaires à la poursuite de l'intégration européenne

18 mai

Envoi du mémorandum Benelux sur la relance européenne

21 mai

Jean Monnet se porte à nouveau candidat à la présidence de la Haute Autorité de la CECA

1-3 juin

Conférence des ministres des Affaires étrangères des Six à Messine

10 juin

Création à l'OECE d'un comité sur l'énergie nucléaire

24 juin

L'Assemblée commune de la CECA adopte une résolution dans laquelle elle charge un groupe de travail d'examiner les questions soulevées dans la déclaration de Messine

9 juillet

Début des travaux à Bruxelles du Comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine (comité Spaak) sur la relance européenne

18 juillet

Première réunion à Bruxelles du comité directeur du comité Spaak

20 juillet

Début des travaux des commissions et sous-commissions créées au sein du comité Spaak

6 septembre

Réunion des ministres des Affaires étrangères des Six à Noordwijk sous la présidence de J. W. Beyen

13 octobre

Constitution à Paris du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe

23 octobre

Rejet par la Sarre du statut européen

Novembre

Russell F. Bretherton, observateur britannique auprès des travaux du comité Spaak, quitte la table des négociations

1956**Janvier**

Le Conseil de l'OECE adopte un rapport sur les possibilités d'action dans le domaine de l'énergie nucléaire

18 janvier

Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe adopte une résolution et une déclaration commune en faveur du développement pacifique de l'énergie atomique

29 janvier

Début du ministère de Guy Mollet en France

10 février

Conférence des ministres des Affaires étrangères des Six au Sénat de Belgique sur les négociations au sein du comité Spaak

22 février

Déclaration du président américain Dwight D. Eisenhower sur la contribution des États-Unis à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique

16 mars

L'Assemblée commune de la CECA adopte une résolution sur l'établissement d'un marché commun général

8 avril

Mise au point d'une version intermédiaire du rapport du comité Spaak

18-20 avril

Réunion à Bruxelles des chefs de délégation des Six sur le rapport du comité Spaak

21 avril

Publication du Rapport des chefs de délégation aux ministres des Affaires étrangères des Six (« rapport

Spaak »)

6 mai

En marge d'une réunion du Conseil de l'OTAN à Paris, Paul-Henri Spaak remet le « rapport Spaak » aux cinq autres ministres des Affaires étrangères des pays membres de la CECA

11 mai

L'Assemblée commune de la CECA adopte une résolution relative à la réalisation du Marché commun et de l'Euratom

29-30 mai

Les ministres des Affaires étrangères des Six approuvent le « rapport Spaak » à la conférence de Venise et décident de convoquer à Bruxelles une conférence chargée de la rédaction des traités du Marché commun et de l'Euratom

26 juin

Ouverture au ministère belge des Affaires étrangères de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom

6-11 juillet

L'Assemblée nationale française débat sur l'Euratom et sur le Marché commun et procède à un vote indicatif favorable au principe d'un marché commun européen

19 juillet

Le Conseil de l'OECE décide de créer un groupe de travail spécial (dit Groupe 17) chargé d'étudier les possibilités de créer une zone de libre-échange ou d'une méthode multilatérale d'association en Europe

26 juillet

Nationalisation du canal de Suez par le président égyptien Gamal Abdel Nasser

7 septembre

Création par le groupe de l'Euratom au sein de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom du syndicat d'études pour la construction de l'usine de séparation isotopique de l'uranium

19-20 septembre

Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe adopte une résolution sur la réalisation de l'Euratom

24 septembre

Première réunion à Paris du Groupe 17 sur la zone européenne de libre-échange

26 septembre

Le Conseil de l'OECE décide de créer une commission consultative de l'énergie et d'un comité de l'énergie

20-21 octobre

Réunion à Paris des ministres des Affaires étrangères des Six sur le Marché commun et l'Euratom

27 octobre

Accord sur le règlement de la question sarroise

31 oct.- 6 nov.

Expédition militaire franco-britannique en Égypte

6 novembre

Entretiens entre Guy Mollet et Konrad Adenauer à Paris

4-8 novembre

Répression de la révolution hongroise par les Soviétiques

16 novembre

Les ministres des Affaires étrangères des Six chargent trois experts d'établir un rapport sur les quantités d'énergie atomique qui peuvent être produites dans des délais rapprochés dans les six pays et sur les moyens à mettre en œuvre à cet effet

16 novembre

Dépôt du rapport franco-belge sur la participation éventuelle des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) au Marché commun

26 novembre

La commission de l'énergie de l'OECE remet son rapport « L'Europe face à ses besoins croissants en énergie »

29 novembre

Création par le groupe du Marché commun au sein de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom d'un groupe *ad hoc* des territoires d'outre-mer

1957**1^{er} janvier**

Rattachement de la Sarre à la République fédérale d'Allemagne

Janvier

Publication du rapport du Groupe 17 de l'OECE intitulé « Rapport sur la possibilité d'instituer une zone de libre-échange en Europe »

7 janvier

Le groupe de travail de l'Assemblée commune de la CECA remet son mémorandum sur la relance européenne

15-22 janvier

Débat sur le Marché commun à l'Assemblée nationale française

26-28 janvier

Réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des Six sur le Marché commun et l'Euratom

4 février

Réunis à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères des Six s'accordent sur la réduction progressive des barrières douanières et l'établissement du tarif extérieur commun pendant la période transitoire du Marché commun ainsi que sur la composition de l'Assemblée parlementaire de la CEE

12-13 février

Le Conseil de l'OECE examine le rapport du Groupe 17 et décide d'ouvrir des négociations sur la zone européenne de libre-échange

18 février

Réunion à Paris des ministres des Affaires étrangères des Six sur le Marché commun et l'Euratom

19 février

Conférence à Paris des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères des Six sur le Marché commun et l'Euratom

12 mars

Le Conseil de l'OECE décide de créer trois groupes de travail sur les problèmes posés par l'établissement d'une zone de libre-échange en Europe

16 mars

Déclaration du ministre soviétique des Affaires étrangères sur les plans de création de l'Euratom et du Marché commun

25 mars

Signature à Rome par les Six des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom)

16 avril

Début à Val Duchesse des travaux du Comité intérimaire pour le Marché commun et l'Euratom

17 avril

Les membres du Comité intérimaire approuvent et signent à Bruxelles quatre protocoles sur le statut de la Cour de justice de la CEE et de l'Euratom et sur les privilèges et immunités des deux Communautés

17 avril

Le Comité intérimaire élabore à Bruxelles un projet de réponse commune à la déclaration du ministère soviétique des Affaires étrangères sur le Marché commun et sur l'Euratom

4 mai

Les trois Sages adressent aux ministres des Affaires étrangères des Six leur rapport intitulé « Un objectif pour Euratom »

6-7 mai

Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe adopte une résolution sur la ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

29 mai

Les gouvernements des Six adressent aux parties contractantes du GATT un mémorandum sur le traité instituant la CEE

12 juin

Début du ministère de Maurice Bourgès-Maunoury en France

5 juillet

Le Bundestag vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

9 juillet

L'Assemblée nationale française vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

19 juillet

Le Bundesrat vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

24 juillet

Le Conseil de la République française vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

30 juillet

La Chambre des députés italienne vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

4 octobre

La Chambre basse néerlandaise vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

9 octobre

Le Sénat italien vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

17 octobre

Le Conseil de l'OECE décide de créer le Comité intergouvernemental Maudling

6 novembre

Félix Gaillard devient chef du gouvernement français

19 novembre

La Chambre belge des représentants vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

23 novembre

L'Italie dépose à Rome les instruments de ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom et des documents annexes

25 novembre

La France dépose à Rome les instruments de ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom et des documents annexes

26 novembre

La Chambre des députés luxembourgeoise vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

28 novembre

Le Sénat de Belgique vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

4 décembre

La Chambre haute néerlandaise vote le projet de loi portant ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom

9 décembre

La RFA dépose à Rome les instruments de ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom et des documents annexes

13 décembre

La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg déposent à Rome les instruments de ratification des traités instituant la CEE et l'Euratom et des documents annexes

1958**1^{er} janvier**

Entrée en vigueur des traités instituant la CEE et l'Euratom

6-7 janvier

Les représentants des Six nomment à Paris les membres des Commissions de la CEE et de l'Euratom et le nouveau président de la Haute Autorité de la CECA

7 janvier

Nomination des membres des Commissions de la CEE et de l'Euratom

14 janvier

Les présidents de la Haute Autorité de la CECA et des Commissions de la CEE et de l'Euratom décident à Luxembourg de se réunir au moins deux fois par mois

15 janvier

Première réunion des Commissions européennes à Val Duchesse. Les membres des Commissions de la CEE et de l'Euratom prêtent serment devant la Cour de justice de la CECA

25-26 janvier

Session constitutive à Bruxelles des Conseils des ministres de la CEE et de l'Euratom

3 février

Les représentants de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas signent à La Haye le traité d'union économique Benelux

13 mai

Insurrection à Alger

14 mai

Pierre Pflimlin devient chef du gouvernement français

29 mai

L'Euratom et les États-Unis approuvent le texte d'un accord de coopération qui prévoit la construction dans la Communauté de six centrales nucléaires

1^{er} juin

Le général de Gaulle devient chef du gouvernement français

1^{er} juillet

Faute d'accord entre les ministres des Affaires étrangères des Six, la Commission de la CEE décide de s'installer à Bruxelles

3-11 juillet

Conférence de Stresa sur la politique agricole commune (PAC)

14 septembre

Rencontre entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer à Colombey-les-deux-Églises

17 octobre

Mémoire Ockrent sur la position des Six à l'égard du projet de grande zone de libre-échange

15 novembre

Le gouvernement français se déclare hostile à la zone européenne de libre-échange

17 novembre

Reginald Maudling annonce l'ajournement des travaux du comité qu'il préside à l'OECE

26 novembre

Rencontre entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer à Bad-Kreuznach

3 décembre

Propositions des Six aux autres pays de l'OECE

15 décembre

Échec des négociations, dans le cadre de l'OECE, sur la création d'une zone européenne de libre-échange

21 décembre

Le général de Gaulle est élu président de la République française

27 décembre

Le gouvernement français adopte un Plan d'assainissement monétaire et financier (plan Rueff) et dévalue le franc. L'Accord monétaire européen (AME) remplace l'Union européenne des paiements (UEP)

29 décembre

L'AME entre en vigueur, rétablissant la convertibilité des monnaies des Six et de la livre sterling